

LA CFDT MET FIN AU...

« SYNDICALISME RASSEMBLÉ » :

DIAGNE Roland Fodé, membre des CE de la CGT Educ'action Nord et de la Ferc

La CFDT, la CFTC, la CGC viennent de mettre fin au « syndicalisme rassemblé » en signant la « flexi-sécurité » des profits patronaux dictée par l'Union Européenne (UE). Cette signature légalise la prise en otage des salariés et le chantage patronal suivant : « ou vous acceptez la baisse de vos salaires, la dégradation de vos conditions de travail par l'augmentation des cadences de travail, ainsi que les contrats précaires ou nous délocalisons en Europe où ailleurs parce que nous autres les actionnaires avons 'besoin d'air' pour maximiser nos profits ». C'est la fin du code du travail.

Les « syndicalistes apolitiques » dirigeants de la CFDT qui se targuaient de n'avoir pas appelé à « voter contre Sarkozy » rallient ainsi ouvertement le MEDEF et « son » gouvernement socialiste, après avoir « égaré » dans les méandres du « syndicalisme rassemblé » la centrale historique de lutte de classe du mouvement ouvrier à l'origine de toutes les conquêtes sociales et démocratiques du pays qu'est, depuis sa fondation en 1895, la CGT.

La théorie et la pratique du « syndicalisme rassemblé »

Le rapport d'activité que l'on peut lire dans le N° spécial de la NVO du 21/11/02 présenté par le Bureau Confédéral du 47ème congrès de la CGT théorisait ainsi le « syndicalisme rassemblé » :

« Nous devons pour ce faire travailler à l'unité des centrales syndicales françaises sur les revendications nationales et européennes, mais aussi poursuivre une coopération réfléchie avec le mouvement associatif... » (p.6),

« ...travailler à établir d'autres rapports entre organisations syndicales, en cherchant sur chacun des sujets en débat à approfondir nos réflexions convergentes ou divergentes, avec la volonté d'aboutir à des démarches ou des initiatives les plus unitaires possibles, sans focaliser sur les désaccords... » (p.15)

«...l'unité syndicale...un bien commun et non comme une menace qui plane sur leur identité, car l'unité est la condition irremplaçable pour que les salariés regagnent leur place dans la société et leur dignité. Les salariés aspirent à une plus grande lisibilité du mouvement syndical en tant que tel dans l'entreprise, dans les négociations, dans les débats publics ...Le niveau et la qualité des débouchés revendicatifs dépendent pour une large part de la recherche de convergences effectives des organisations sur des objectifs communs » pour atteindre l'objectif de « l'affirmation du fait syndical, en obtenant la reconnaissance de son rôle d'utilité publique dans chaque lieu de travail, chaque site,

dans l'organisation sociale des territoires, l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques » (p.15).

Dans les faits la pratique a consisté à soumettre nos revendications, nos luttes, nos formes de luttes, notre communication et nos positionnements de classe, à l'unité au sommet avec la CFDT.

Point n'est besoin de passer en revue les défaites successives des mobilisations, des luttes des travailleurs engendrées par la théorie et la pratique du « syndicalisme rassemblé », qui n'a servi qu'au parrainage de l'entrée de notre CGT à la CES par la CFDT. À l'exception du CPE gagné par les luttes dures et continues des jeunes, tous les grands rendez-vous de luttes sociales décidés par les attaques patronales et gouvernementales de la droite libérale et du PS libéral ont débouché sur des « journées nationales d'actions unitaires » CGT-CFDT basées sur des revendications alignées sur « le plus petit dénominateur commun » dicté par la CFDT.

Et quand les travailleurs des boîtes engageaient des batailles défensives contre les fermetures, les délocalisations ou les licenciements, le « syndicalisme rassemblé » était à juste titre perçu comme une rhétorique de sommet et de salon que les travailleurs manifestant en lutte stigmatisaient ainsi : **« C'est pas dans les salons et les fauteuils à Matignon, à l'Elysée ou au Medef que l'on gagne, mais par la grève, la rue et le rapport des forces ».**

QUELLE NOUVELLE STRATÉGIE DE LUTTE POUR NOTRE CGT...?

Unir les travailleurs et les syndicats sur la revendication de la nationalisation des entreprises qui ferment et délocalisent

À l'intérieur des pays impérialistes comme le nôtre le patronat des secteurs non dé-localisables fait adopter des lois racistes par les gouvernants pour maintenir les travailleurs sans papiers dans les griffes du travail clandestin pour tirer tous les travailleurs vers la précarité par le biais du chantage au chômage.

La mondialisation libérale et son émanation sous continentale, la construction du bloc impérialiste prédateur qu'est l'Union Européenne (UE), organisent une division du travail fondée sur des délocalisations qui désindustrialisent les pays d'Europe selon les coûts de la force du travail, donc selon les salaires considérés par les Firmes Transnationales (FTN) comme trop élevés.

En fait il s'agit d'en finir avec la dite « société de consommation » (en réalité illusoire car à « crédit » le plus souvent) en mettant fin aux « salaires trop élevés » des travailleurs dans les

pays de l'UE pendant que les dividendes et les profits des patrons et des actionnaires explosent littéralement.

Le monde du travail dans nos pays, après avoir obtenu des concessions sociales grâce aux luttes, bien évidemment, mais également grâce à l'existence de l'URSS, est en train de subir la loi d'airain de la barbarie du capitalisme que K. Marx décrit ainsi :

« Le capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le capital devient hardi. A 20% il devient enthousiaste; à 50% il est téméraire; à 100% il foule au pied toutes les lois humaines et à 300% il ne recule devant aucun crime ». (Le Capital)



De la fondation de la CGT en 1895 aux grandes grèves générales avec occupation des usines et lieux de travail en 1936, la revendication des trois huit a été motrice et fédératrice des combats sociaux : 8 heures de travail 8 heures de repos, 8 heures de loisirs. Les congés payés, les augmentations de salaires de plus de 30%, les droits syndicaux gagnés en 1936 sont subséquentes des multiples luttes menées par les travailleurs avec comme point d'appui fondamental cette revendication transversale et unificatrice.

Aujourd'hui la principale arme patronale de soumission du travail au capital, est le chantage à la délocalisation des entreprises. Il s'agit d'utiliser les bas salaires d'ailleurs pour faire baisser les salaires d'ici, salaires dont les niveaux sont un acquis des luttes après menées par les générations précédentes de travailleurs... Et ce à une époque où le monde était divisé deux : un camp capitaliste et un camp socialiste. La concurrence mondiale entre patrons d'aujourd'hui met en concurrence les salariés sur toute la planète pour imposer la dictature de classe de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi il devient urgent et nécessaire d'opposer la nationalisation à cette prise en otage des travailleurs par les patrons et l'UE.

Nationaliser, c'est contraindre l'Etat à ré-intervenir dans les « affaires économiques » desquelles le libéralisme dominant l'exclut... sauf quand il s'agit de sauver les banques, la bourse et la spéculation financière...

Forger l'unité de combat de la base au sommet des travailleurs et des syndicats du refus

Maintenant que le PS est revenu au pouvoir, la CFDT juge inutile de poursuivre sa stratégie de neutralisation des luttes par la soumission de notre CGT c'est-à-dire le « syndicalisme rassemblé ». C'est pourquoi elle a décidé de parapher un l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » en fait un accord qui permet au Medef de... « faire la loi ».

Les syndicats non signataires, CGT, FO plus la FSU, SUD/Solidaires, la CNT doivent s'unir dans les actions à la base jusqu'au sommet contre cette trahison syndicale au service des patrons et de l'État de classe bourgeois.

Il s'agit de construire un « front syndical du refus de la collaboration et de la servilité de classe ». C'est la voie et le moyen de renouer avec une réelle unité syndicale fondée sur la démocratie syndicale à la base, unité dont le monde du travail a besoin pour renouer avec des luttes victorieuses débouchant sur de véritables conquêtes sociales.

La CGT de la base au sommet doit développer une stratégie offensive de lutte pour entraîner y compris la base combative de la CFDT, comme ce qui se passe à Florange, ainsi que l'ensemble des militants, des syndiqués et des travailleurs qui prennent conscience de l'inexistence de solution humaine dans le cadre de la « barbarie du système capitaliste », et de la voie sans issue dans laquelle mène le réformisme syndicale, qui ne cherche qu'à aménager le capitalisme... et encore !

Ensemble aucune lutte partielle des travailleurs ne doit se trouver isolée, toute lutte dans une branche, dans un secteur géographique doivent faire l'objet d'une mobilisation unitaire des syndicats du refus afin de construire le rapport des

forces nécessaires pour gagner.

Ensemble il faut élaborer les revendications transversales qui fédèrent nos luttes et permettent leur développement jusqu'aux grèves reconductibles et la grève générale pour que le patronat et le gouvernement comprennent que le chantage à la « dette, aux déficits, à la fuite des patrons » (pour échapper au fisc) doit cesser. Ensemble travaillons à unir luttes à l'usine, à l'entreprise et luttes dans les quartiers populaires contre les divisions entre salariés et chômeurs, entre travailleurs français et immigrés, entre travailleurs croyants (de toutes confessions) et non croyants, etc.

Pour préserver les conquêtes sociales et démocratiques gagnées par nos anciens pour une société de progrès et non de régression, ensemble revendiquons et imposons la :

NATIONALISATION SANS INDEMNISATION DES ENTREPRISES QUI FERMENT ET DELOCALISENT

